

# La financiarisation des transferts de fonds et la gouvernance par les émotions

Rahel Kunz, Julia Maisenbacher, Lekh Nath Paudel, Grégoire Rieder  
7th July 2026



Les transferts de fonds effectués par les migrant·e·s vers leurs familles d'origine sont considérés comme des transferts privés et solidaires ; pourtant, dans le cadre de leur financiarisation, ils deviennent de plus en plus des instruments de mobilisation de capitaux et de stratégie de développement. Cet article montre comment ces évolutions donnent lieu à de nouvelles attentes, responsabilités et rapports de force.

Phénomène global, la financiarisation exerce une influence croissante sur la société et la politique, transformant les individus en investisseurs.euses soumis.es aux logiques du marché. Ce processus touche désormais les transferts de fonds, c'est-à-dire l'argent que les personnes migrantes font parvenir à leurs familles et communautés d'origine.

A travers ce qu'on appelle la financiarisation des transferts de fonds, les personnes qui envoient et reçoivent des transferts de fonds sont incitées à souscrire à des instruments d'épargne et d'investissement censés contribuer à la réduction de la pauvreté et à la promotion du développement. Un tournant

qui révèle la pénétration du modèle néo-libéral dans les sphères les plus intimes et éloignées de la finance globale et qui pousse à l'intégration des familles transnationales au marché global. Quels sont les enjeux problématiques de cette financiarisation des transferts de fonds ? C'est la question que nous avons abordées dans un projet de recherche (voir box ci-dessous).

La financiarisation des transferts de fonds : agenda global au caractère local

Aujourd'hui, on estime que [800 millions de personnes dans le monde vivent des transferts de fonds effectués par plus de 200 millions de migrant.e.s.](#) Depuis deux décennies, ces transferts de fonds ont attiré l'attention de multiples acteurs. Liée à l'initiative globale de l'inclusion financière, ces transferts ont été financiarisés dans le but de promouvoir le développement. A travers la financiarisation, les transferts de fonds sont rattachés à des initiatives d'éducation financière, à des services financiers et à l'innovation financière. Cet agenda est promu par divers acteurs – tels que les institutions financières internationales, ainsi que des acteurs étatiques, non-étatiques et privés. La financiarisation se manifeste à travers l'impératif d'éducation financière, basée sur l'idée que les familles transnationales manquent d'information pour bien gérer leurs finances. Il s'agit ensuite de formaliser les transferts de fonds (pour décourager les transferts informels, en personne ou en cash) ainsi que de les lier à des produits digitaux et financiers, tant au niveau individuel qu'au niveau étatique, ce qui permet l'utilisation des transferts comme garantie afin de lever des fonds sur les marchés des capitaux.

La financiarisation des transferts de fonds est un agenda qui s'étend à l'échelle mondiale, mais sa mise en œuvre varie selon les contextes locaux. Par exemple, au Népal, le gouvernement propose des obligations diasporas et des campagnes d'éducation financière ciblent les membres des familles transnationales restés au pays pour les inciter à économiser et investir. Au Mexique, les personnes migrantes et bénéficiaires sont ciblées par des offres de microcrédit et d'assurance. Au Kenya, la financiarisation des transferts de fonds passe surtout à travers la digitalisation, par exemple par les applications mobiles pour transférer de l'argent et souscrire aux services financiers.

Financiariser les transferts de fonds pour émanciper les femmes ?

L'inclusion financière des femmes à travers les transferts de fonds est souvent mise en avant par la communauté internationale en tant que moyen de leur émancipation. Une analyse critique montre pourtant que l'accès des femmes aux services financiers traditionnels et digitaux ne facilite pas forcément leur émancipation ni une réduction des inégalités de genre (Kunz et Maisenbacher 2021). Au contraire, dans certains contextes, la financiarisation des transferts de fonds va de pair avec un renforcement des stéréotypes et relations de pouvoir genrés et racialisés et la création de nouvelles formes de discriminations (Kunz et Paudel 2026). En outre, il s'agit souvent d'une conception étroite de la compréhension de l'émancipation qui focalise surtout la dimension économique.

Mais comment fonctionne la financiarisation concrètement pour essayer d'influencer le comportement des familles transnationales ? Dans le cadre de ce projet, nous avons analysé une stratégie particulière au cœur de la financiarisation des transferts de fonds : la gouvernance par les émotions (Kunz, Maisenbacher, et Paudel 2020). Cette forme de gouvernance mobilise des émotions pour influencer le comportement des familles transnationales. Elle encourage les personnes migrantes à recourir à des instruments financiers formels avec un discours valorisant l'amour, le patriotisme et l'altruisme, comme en témoigne l'expression « [dollars enveloppés d'amour](#) » utilisé par l'économiste de la Banque Mondiale Dilip Ratha, ou encore le logo de cœur utilisé par la compagnie de transferts [Monito](#).

La gouvernance par les émotions vise à encadrer les pratiques économiques des familles transnationales et à encourager la confiance dans les institutions financières. Elle contribue à instaurer des sentiments de responsabilité auprès des familles transnationales. Au Mexique, par exemple, cette pression se traduit par des pratiques agressives de la part des institutions financières lors du retrait des transferts de fonds, incitant les personnes à ouvrir des comptes d'épargne ou souscrire à un crédit de consommation, et limitant le retrait d'espèces dans une logique de contrôle subtile mais disciplinant (Kunz et Ramírez 2022).

### Court métrage

Découvrez notre court métrage : Kunz, R., Duboux G., Fournier, N. and Paudel LN. (2021) 'Financialisation of remittances: governing through emotions': <https://rec.unil.ch/permalink/v1261c9c2cd5480bx5vf/iframe/>

### Enjeux problématiques et résistances

Notre recherche démontre que la financiarisation des transferts de fonds a de nombreux enjeux problématiques. Cet agenda contribue à inclure les familles transnationales dans la finance globale ce qui entraîne souvent un surendettement. En outre, il contribue à responsabiliser les familles transnationales pour le développement tout en risquant de dé-responsabiliser l'Etat. Ceci semble d'autant plus problématique que les obstacles à la mobilité continuent à augmenter globalement et qu'il s'agit souvent de personnes vulnérables, parfois sans statut légal et avec des salaires bas. Cependant, il faut noter que la gouvernance par les émotions ainsi que plus généralement la financiarisation des transferts de fonds n'aboutissent pas dans tous les contextes et qu'il y a de nombreuses formes de résistance contre l'intégration des familles transnationales dans la finance globale (Kunz, Maisenbacher, et Paudel 2022). Par exemple, au Mexique, les familles transnationales choisissent souvent d'utiliser des canaux financiers informels ou refusent de contracter des crédits pour démarrer une activité entrepreneuriale.

Projet de recherche : 'Financiarisation des transferts de fonds', soutenu par le FNS (10001A\_172945) et mené à l'Université de Lausanne (2017-2021)

Dans le contexte de l'agenda global de l'inclusion financière, les transferts

de fonds ont été rattachés à des initiatives de financiarisation. Ce phénomène suscite l'intérêt de la communauté académique et du monde politique. La littérature scientifique a surtout analysé cet agenda au niveau macro en focalisant sur les pays industrialisés, soit sous un angle économique qui promeut la financiarisation, soit dans une perspective qui critique la financiarisation comme un nouveau site néolibéral d'exploitation capitaliste aux dépens des familles transnationales. Ce projet visait à analyser de manière critique les enjeux politiques de cet agenda et apporter une étude approfondie des multiples manifestations empiriques de ce phénomène global, à l'aide de trois études de cas au Kenya, au Mexique et au Népal. Notre recherche mettait l'accent sur les éléments socioculturels, institutionnels et discursifs qui caractérisent l'agenda de la financiarisation dans ces contextes spécifiques. En combinant les théories foucaaldiennes et féministes avec une approche de l'économie politique internationale du quotidien, ce projet visait à développer une nouvelle conceptualisation de la financiarisation :

<https://www.unil.ch/ssp/fr/home/menuinst/recherche/science-politique/crhim/projets-en-cours/projets-realises.html>

---

## Références :

- Kunz, Rahel, and Julia Maisenbacher. 2021. 'Gender and Remittances'. In *The Palgrave Handbook of Gender and Migration*, edited by Claudia Mora and Nicola Piper. Palgrave Macmillan.
- Kunz, Rahel, Julia Maisenbacher, and Lekh Nath Paudel. 2020. 'The Financialization of Remittances: Governing through Emotions'. *Review of International Political Economy*, 1–25.
- ——. 2022. 'Remittances, Development and Financialisation beyond the Global North'. *Environment and Planning A: Economy and Space* 54 (4): 693–701.
- Kunz, Rahel, and Brenda Ramírez. 2022. "'Cambiando El Chip": The Gendered Constellation of Subjectivities of the Financialisation of Remittances in Mexico'. *Environment and Planning A: Economy and Space* 54 (4): 779–99.
- Kunz, Rahel, and Paudel, Lekh Nath. 2026. 'Migration, Remittances and "Good Financial Subjects"', in: Yurdakul, G. Beaman, J., Mügge, L., Scuzzarello, S. and Sunanta, S. (eds) *Oxford Handbook of Intersectional Approaches to Migration, Gender & Sexuality*, OUP.

Image: [Unsplash](#)